



CONJONCTURE

Contraction de -8,6% du PIB wallon en 2020, puis redressement de +6,0% dès 2021

La présente édition des Tendances économiques entend proposer, pour l'économie wallonne, une première analyse chiffrée de l'impact de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et des perspectives économiques de court terme. D'après notre scénario, l'activité économique wallonne se contracterait de -8,6% en 2020, puis ne se redresserait que de +6,0% en 2021. Quant à l'emploi, il diminuerait de -0,6% (soit -7 000 emplois) cette année et de -1,3% en 2021 (-17 000 emplois).

Aujourd'hui, alors que la progression de la contamination semble sous contrôle dans de nombreux pays, notamment en Europe, la publication d'un certain nombre de données de réalisation ou d'enquêtes permet en effet de mieux mesurer l'étendue des conséquences économiques de cette crise. Pour autant que la pandémie demeure contenue, le rebond économique amorcé à partir du mois de mai devrait se consolider au cours des prochains trimestres, de manière très graduelle – la crise affectant durablement les différentes composantes de la demande privée – et sans compenser totalement la brutale contraction du premier semestre 2020.

Plusieurs facteurs entravent en effet le rythme de la reprise. Le contexte économique international devrait demeurer moins porteur, en raison de la fragmentation des échanges internationaux induit par le risque épidémique et la faiblesse de la reprise des économies émergentes. Dans ce contexte, le rebond des exportations wallonnes serait partiel, tandis que les importations seraient freinées par la faiblesse de la demande intérieure. La relance des investissements des entreprises serait, elle, entravée par le climat d'incertitude actuel et la nécessité d'un certain rééquilibrage financier. En revanche, le déconfinement devrait favoriser un rebond de la consommation privée, modérée toutefois en raison des inquiétudes liées aux développements du marché du travail.

Le PIB wallon se contracterait de -8,6% en 2020 pour ne se redresser en 2021 que de +6,0%. Cette évolution s'accompagnerait, en moyenne annuelle, d'une baisse de l'emploi de l'ordre de -0,6% (soit -7 000 emplois) cette année et de -1,3% en 2021 (-17 000 emplois). En 2020, ce recul de l'activité wallonne pourrait se révéler légèrement plus réduit qu'à l'échelle nationale (-9,0%), en raison notamment d'un point de départ plus favorable en début d'année et par l'évolution d'abord moins négative de la consommation privée et des exportations. En revanche, en 2021, la plus grande vulnérabilité des acteurs économiques wallons, liée notamment à la taille des entreprises, à leurs plus grandes difficultés de liquidité et de solvabilité, ainsi qu'à la capacité financière plus réduite des ménages, devrait peser davantage sur l'emploi et sur la reprise de la demande. Les prévisions pour la Belgique dans son ensemble seraient dès lors plus élevées.

Du point de vue de la demande, les consommateurs pourraient encore adopter un mode de vie précautionneux pendant quelques temps. Malgré la résistance relative des revenus, la hausse du taux d'épargne limiterait la consommation en 2020. Quant à la reprise en 2021, elle serait modérée par la prudence en raison des inquiétudes liées à l'emploi.

Les investissements devraient accuser un fort repli en première partie de 2020 et, compte tenu de l'incertitude, leur reprise n'interviendrait pas rapidement. De plus, avec la nécessité de retrouver un équilibre financier, la relance des investissements privés devrait être encore contenue l'année prochaine.

La consommation publique serait le seul élément contribuant positivement à la croissance en 2020, notamment en raison de l'achat de matériel pour lutter contre la pandémie. Comme il s'agit de dépenses non récurrentes, l'année 2021 devrait être marquée par une croissance nulle.

La reprise du commerce extérieur devrait, quant à elle, se manifester par une croissance des exportations qui reprendrait à un rythme proche de l'activité et dépasserait la croissance des importations, grevée par le manque d'allant de la demande d'investissement.

Tableau : Affectation du PIB : prévisions du taux de croissance annuel en volume

	2020			2021		
	Zone euro	Belgique	Wallonie	Zone euro	Belgique	Wallonie
Dépenses de consommation finale privée	9,9	-11,4	-10,3	8,6	7,0	6,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,4	3,0	3,0	1,1	0,1	0,1
Formation brute de capital fixe	-12,6	-12,3	-11,3	8,1	6,1	6,2
des entreprises, indépendants et ISBL	-	-14,6	-15,0	-	4,0	3,7
des ménages	-	-8,6	-7,0	-	6,7	6,0
des administrations publiques	-	-4,5	-1,0	-	16,7	16,7
Variation des stocks ¹	-	-1,7	-1,9	-	1,9	1,0
Exportations nettes de biens et services ¹	-1,3	0,8	-0,3	0,1	0,7	0,9
Exportations	-	-10,8	-8,4	-	7,4	5,3
Importations	-	-11,9	-9,3	-	6,6	3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ²	-9,1	-9,0	-8,6	6,5	7,5	6,0
Emploi	-2,6	-0,6	-0,6	0,9	-1,0	-1,3

(1) Contribution à la croissance annuelle du PIB (hors solde du commerce interrégional pour la Wallonie).

(2) Variation annuelle corrigée pour les jours ouvrables.

Sources : OCDE (juin 2020) pour la Zone euro. Données ICN et estimations IWEPS pour la Belgique et la Wallonie

Prévisions arrêtées le 18 juin 2020

L'exercice de prévision que nous avons mené est singulier. D'une part, il demeure soumis à un degré d'incertitude inhabituel. D'autre part, le caractère particulier de la crise invite à s'interroger plus largement sur ses différents aspects. Ce numéro exploite ainsi les nombreuses analyses économiques publiées au cours de la crise sanitaire et qui contribuent à éclairer ses effets. Nous traitons ainsi de l'importance de la sphère du travail : la dépendance de certains métiers à la proximité physique a été vecteur d'inégalités tant en termes de contamination que de répercussions économiques. La rareté et l'ampleur de l'événement pandémique ont également pu affecter la confiance et l'attitude face au risque des entrepreneurs et des ménages. Enfin, nous abordons l'intervention publique et ses effets. En particulier, nous discutons comment les mesures sanitaires s'inscrivent dans l'arbitrage entre santé et économie.

Retrouvez tous les résultats dans le N°59 de la publication « Tendances économiques » disponible à l'adresse :

<https://www.iweps.be/publication/tendances-economiques-n59/>

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public (OIP) d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut Interfédéral de Statistique (IIS) et de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN).

Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens, des informations diverses qui vont des indicateurs statistiques aux études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie. Plus d'infos : <https://www.iweps.be>